

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19909 - 77ÈME ANNÉE

Inégalité des droits entre La Réunion et le territoire sous administration française le plus proche

Quel avenir pour les relations entre La Réunion et Mayotte ?

Dates d'effet	Personne isolée sans enfant (100%)	Couple sans enfant ou isolé avec 1 enfant (maj. 50%)	Couple avec 1 enfant ou isolé avec 2 enfants (maj. 30%)	Couple avec 2 enfants ou isolé avec 3 enfants (maj. 30%)	Couple avec 3 enfants (maj. 30%)	Isolé avec 4 enfants	Par personne supplémentaire (10%)
avril 2020	282,39	423,59	508,31	593,03	677,75	621,27	—
Majoration	—	141,20	84,72	84,72	84,72	28,24	28,24
avril 2019	279,87	419,81	503,77	587,73	671,69	615,72	—
Majoration	—	139,94	83,96	83,96	83,96	27,99	27,99
avril 2018	275,47	413,21	495,85	578,49	661,13	606,04	—
Majoration	—	137,74	82,64	82,64	82,64	27,55	27,55
septembre 2017	272,74	409,11	490,93	572,75	654,57	600,02	—
Majoration	—	138,37	81,82	81,82	81,82	27,27	27,27
avril 2017	268,39	402,59	483,11	563,63	644,15	590,47	—
Majoration	—	134,20	80,52	80,52	80,52	26,84	26,84

Voici l'évolution du montant du RSA à Mayotte, c'est la moitié qu'à La Réunion alors que le coût de la vie à Mayotte est comparable.

Les 270.000 habitants officiels de Mayotte vivent sur un territoire considéré par Paris depuis 10 ans comme un département français, ont donc la nationalité française et sont les seuls habitants de notre région à pouvoir entrer sans visa à La Réunion. Mais si le statut est le même à Mayotte qu'à La Réunion, l'égalité sociale est encore bien loin dans l'ancienne dépendance d'Anjouan, ce qui pousse légitimement des milliers d'habitants de Mayotte à émigrer à La Réunion avec l'assurance d'au moins doubler leurs revenus, avec un coût de la vie pas plus élevé. Sachant que Mayotte comp-

tera 400.000 habitants d'ici 30 ans, de son sous-développement, et du peu d'empressement de Paris d'aller rapidement au bout de ses promesses envers ceux qui croient encore au rêve de la « départementalisation » à Mayotte, il est clair que les relations entre La Réunion et Mayotte sont amenées à se renforcer. D'où l'importance de l'échange qui a eu lieu entre le président de l'Association des maires de Mayotte et Huguette Bello, présidente de la Région Réunion.

Notre confrère mahorais Kwezi a évoqué le 23 juillet dernier la ren-

contre du président de l'association des maires de Mayotte, Madi Madi Souf, avec Huguette Bello et Wilfrid Bertile, présidente et vice-président de la Région.

Dans son compte-rendu, Kwezi évoque les questions soulevées par l'élu de Mayotte « des Comoriens en situation irrégulière qui fuient leur pays, les Comores et qui font pression sur Mayotte, et des Mahorais qui fuient Mayotte pour élire domicile à la Réunion. A la grande différence que les Mahorais sont des Français dans un département français, et que les Comoriens sont en situation irrégulière à Mayotte. Comment gérer cette probléma-

tique migratoire qui concerne tout l'océan indien, comment gérer ensemble cette pauvreté qui progresse et qui menace l'équilibre social des deux départements français de l'océan indien, voilà le défi commun de la France de l'océan indien. La convergence des droits de Français en France, un autre sujet qui n'a pas besoin d'une nouvelle mission ».

Un lien singulier

Cette prise de contact entre la nouvelle direction de la Région et Mayotte est importante. Comme le souligne le président de l'Association des maires de Mayotte, les destins de La Réunion et Mayotte sont liées. Mais ce lien ne découle pas du concept néocolonial de France de l'océan Indien, inventé dans un bureau parisien pour rassembler sous un drapeau bleu-blanc-rouge tous les territoires où la souveraineté de Paris est contestée sur la base du droit international à l'exception de La Réunion.

Ce lien découle du refus de Paris d'aller au bout de son aventure comorienne commencée par la sécession de Mayotte de la République des Comores en 1975 au moment de l'indépendance de l'archipel unifié. Pour maintenir une base potentielle d'agression pour venir en aide à l'apartheid en Afrique du Sud soutenu alors par la France, ou organiser des coups d'État contre les gouvernements de la région qui n'allaient pas dans le sens des capitalistes français, Paris a refusé de reconnaître le résultat du référendum organisé par son propre pouvoir pour garder un pied à terre à Mayotte.

Du rêve à la réalité

Pour justifier le maintien de son administration à Mayotte, les gouvernements qui se succèdent à Paris depuis laissent miroiter aux Mahorais le même confort matériel et financier qu'en France grâce à l'intégration de Mayotte en tant que département. Mais du rêve à la réalité il y a un fossé : 10 ans après que la France ait fait de l'île de Mayotte un département, ses habitants ont moins de droits que dans les autres départements français, y compris La Réunion. Cette départementalisation « adaptée » n'est pas sans rappeler l'égalité à laquelle était ajoutée toute une série d'adjectifs, mais qui n'a été quasiment appliquée qu'au bout de 50 ans de lutte du peuple réunionnais contre la pingrerie de Paris. Voici la situation décrite par le service public audiovisuel à Mayotte : « Mais en réalité, si le statut est là, il faut tout construire. En 2011, les allocations familiales sont embryonnaires, le congé paternité de 11 jours n'existent pas, les salaires horaires bruts sont en deça de ceux en vigueur dans les autres départements. Les cotisations pour la retraite ou les allocations familiales sont minimales et les prestations familiales et les minima sociaux sont rares. »

Le montant du RSA pour une personne seule atteint 282 euros par mois, c'est la moitié qu'à La Réunion. Concernant l'alignement des cotisations finançant la Sécurité sociale, il ne sera pas effectif avant 2036 !

**50.000 habitants en 1975,
400.000 en 2050**

D'ici cette date, la population de Mayotte va continuer à augmenter pour atteindre 400.000 habitants en 2050. A cette pression démographique s'ajoute celle sur les ressources en eau, dans une île qui comptait officiellement 278.000 habitants en 2019, contre moins de 50.000 au moment de la décision du peuple comorien d'accéder à l'indépendance en tant qu'ensemble unifié.

Compte tenu du calendrier voulu par Paris, l'égalité sociale n'est pas prévue à Mayotte avant de nombreuses années. Il n'est donc pas étonnant que des milliers d'habitants de Mayotte choisissent de s'exiler dans le département français le plus proche où ils peuvent disposer d'un RSA multiplié par 2, des mêmes prestations sociales et du même salaire minimum qu'en France, un des pays les plus riches du monde.

En effet, à la différence de tous les autres habitants de notre région, ceux de Mayotte n'ont pas besoin de réunir les conditions drastiques demandées par les autorités françaises pour entrer à La Réunion. Pas besoin de visa, une simple carte d'identité offerte gratuitement suffit car ils ont pour la plupart la nationalité française.

Sachant que Mayotte comptera 400.000 habitants d'ici 30 ans et compte tenu du peu d'empressement de Paris d'aller rapidement au bout de ses promesses envers ceux qui croient encore au rêve de la « départementalisation » à Mayotte, il est clair que les relations entre La Réunion et Mayotte sont amenées à se renforcer.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Edito

Réchauffement climatique : le temps des mesurette est révolu

Les scientifiques du GIEC sont réunis depuis hier pour établir un nouveau rapport. Au vu des hausses de températures observées, ils devraient alerter sur le réchauffement climatique de la planète.

Ce sont des indicateurs qui inquiètent et font prendre conscience du réchauffement climatique de la planète. Au nord-ouest du Canada, un dôme de chaleur a étouffé la population pendant des jours faisant plus de 700 morts. De l'autre côté du globe, en Inde, des moussons dévastatrices ont fait plus d'une centaine de morts. En Afrique, à Madagascar, l'ONU attribue pour la première fois une famine au dérèglement climatique. En 50 ans, les températures ont augmenté de 1,1 degrés. Pour les scientifiques, il faudrait le limiter à 2 degrés avant la fin du siècle.

« On commence de plus en plus à avoir des événements inédits, inattendus, ça veut dire qu'on doit se préparer à des événements qu'on n'a jamais vus par le passé », explique Sonia Seneviratne, climatologue. Ces phénomènes devraient se multiplier. Dans un scénario catastrophe, les scientifiques prévoient un réchauffement de 4 degrés d'ici la fin du siècle, de quoi transformer totalement notre environnement. Le rapport du GIEC sera publié le 9 août. Les climatologues savent déjà qu'il sera alarmiste.

« Le monde a besoin de toute urgence d'un engagement clair et sans ambiguïté de la part de toutes les nations du G20 en faveur de l'objectif de 1,5 degré de l'Accord de Paris », a déclaré dimanche le Secrétaire général des Nations Unies, après que les ministres de l'Énergie et de l'Environnement des pays du Groupe, réunis à Naples, en Italie, se soient quittés vendredi sans s'accorder sur les principaux engagements en matière de changement climatique. « Il n'y a pas de chemin vers cet objectif sans le leadership du G20. Ce signal est désespérément nécessaire pour les milliards de personnes qui se trouvent déjà en première ligne de la crise climatique, ainsi que pour les marchés, les investisseurs et l'industrie, qui ont besoin d'avoir la certitude qu'un avenir à climat zéro est inévitable », a insisté António Guterres dans un communiqué.

COP 26 dans moins de 100 jours

À moins de 100 jours de la COP 26 de la Conférence des Nations Unies sur le climat de 2021, une réunion charnière qui se tiendra à Glasgow à la fin du mois d'octobre, M. Guterres a exhorté tous les dirigeants du G20 et d'autres pays à s'engager en faveur de l'objectif « zéro émission nette » d'ici 2050, à présenter des plans climatiques nationaux plus ambitieux pour 2030 et à mettre en œuvre des politiques et des actions concrètes en faveur d'un avenir « zéro émission nette ». Il s'agit notamment de ne plus produire de charbon après 2021, de supprimer progressivement les subventions aux combustibles fossiles et de convenir d'un plancher international minimum pour la tarification du carbone, comme le propose le Fonds monétaire international (FMI). Au-delà, il nous faut agir à tous les niveaux, État, Collectivité, Entreprise et Ménage. L'avenir n'est pas à la décroissance mais à l'alter-croissance prenant comme horizon, la fin de la misère, un emploi et un logement pour tous et tout cela en faisant baisser l'impact de l'activité humaine sur la planète.

« Les avertissements concernant le réchauffement climatique ont été extrêmement clairs depuis longtemps. Nous sommes confrontés à une crise climatique mondiale. C'est un approfondissement. Nous entrons dans une période de conséquences. » Al Gore

David Gauvin

Oté

Zistoir pou rakonte dsi galé

« Ptizan, Grandyab : lo panyé mazik » lo boute la fin

Dann zistoir-la Ptizan la invante in n'afèr pou anpèsh grandyab manze ali : in zistoir panyé mazik, in zistoir Panyé volante. Avèk sa mèm li la débarass ali la ménass lo dyab, antéré par in gran mèl la pyère, mé Grandyab-la la pa mortèl sa. Kan wi kroi li lé mor li réaparète sou la form in pyé sitrouye. Kan wi panss li la fini pass l'ote koté li réaparète sou la form in poisson. Ptizan la pèsh poisson-la, astèr li lé bien annuiyé. Rozman son marène la fé lé la po sov lo pti marmaye.

Kriké Méssyé ! Kraké Madame ! La klé dann mon posh, la taye dan oute sak !

Ptizan la fine monte dsi lo do shoval é shoval la fini di ali déssande ; li la fine monte dsi lo do Léléfan, mé léléfan la fine di ali déssande galman. Astèr li kour konm li pè, mé poisson-lo dyab i kour déyèr li é sirman i sava trape ali é son dèrnyé l'èr v'arivé. Mé son marène i done ali in dèrnyé lidé.

Ala kossa i é : la di ali, fonss toute vitèss, fé shof in gro marmite avèk in bon doz do luil dedan épi kashyète déyèr, li va oir kossa v'arivé.

Li fé l'afèr é kan Poisso i ariv, li pansh in pé la guèl lo marmite é poisson i tonbe dann luil bouyante : sa i fé pchiiite, sa i fé pshitte, konm la vyande kan i tonbe dann marmite sho-bouyante. Lo dyab lé kui

vitman vitman.L'èr-la li bate tanbour pou invite demoune pou manzé. In rame demoune l'arivé épi la dévore lo poisson. La trass l'avé pi..

Mwin té la. Mwin té i espère gingn in boute manzé. Mwin la pa gagné. Mème demoune la kour déyèr mwin é konm mwin l'avé père téi manze amwin, mwin la sové. Mwin la vni tèrta pou rakonte azot zistoir-la: koton mayi i koul, rosh i flote.

Kriké Méssyé ! Kraké Madame ! L'avé inn foi pou inn bone foi, méssyé lo foi la manze son foi pou in grinnsèl é toute demoune sak i koné antande, minui par-la i in voi téi kriye konm sa :

Rande amwin mon foi ! Rande amwin mon foi ! Rande amwin mon foi. Sak i rande pa mon foi, tanssyon a mwa !

Mon zistoir lé fini, zistoir Tizan é lo pantyé mazik. Sa in zistoir pou rakonte dsi galé, pou ranonte bande zanfàn épi bande pti zanfàn. Sirtou pou pa pèrde pars sa i fé parti noute tradission rényonèz. Sa i fé parti noute patrimoine.

Justin